

pendant la grande crise économique de même qu'au lendemain de la guerre, la province canadienne qui comptait le plus grand nombre de chômeurs était la Saskatchewan, sous une administration socialiste. Pendant 17 ans, les gens parlaient de la Saskatchewan pour aller en Alberta et en Colombie-Britannique, parce qu'ils ne pouvaient plus vivre en Saskatchewan, sous un gouvernement socialiste.

Monsieur l'Orateur, est-ce là la sorte de gouvernement que nous voulons au Canada? Non. Alors, que préconisons-nous? Nous avons une solution. Il ne s'agit pas de procurer des emplois, mais de consommer les produits canadiens. Premièrement, organisons le système de consommation pour consommer ce qui est produit actuellement, parce qu'il y a trop de tout. Même si l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) accordait demain une subvention de 200 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle usine de chaussures, est-ce que cela serait bien alors que nous avons trop de chaussures?

Est-ce mieux dans le domaine du vêtement? Nous en avons trop. Il y a trop de chaussures, trop de vêtements, trop de téléviseurs, trop de radios, trop d'automobiles. Allons-nous subventionner l'industrie de l'automobile? Non. Parce qu'il y en a déjà trop, et qu'on ne sait qu'en faire.

Il existe trop de tracteurs dans l'Ouest du Canada. Il existe trop de blé et de lait. Nous avons puni les producteurs de lait parce qu'ils produisaient trop. Ils ne doivent pas excéder leurs quotas. Il existe trop de maïs et trop de pommes de terre au Nouveau-Brunswick, dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba. Il existe aussi trop de beurre et trop d'œufs!

Le très honorable premier ministre est allé en Nouvelle-Zélande et a dit: On va vous acheter des œufs. Les agriculteurs canadiens ne peuvent même pas vendre les leurs! Il y a trop de poulets. On se dispute, actuellement, du Manitoba au Québec, parce qu'il existe un dumping de poulets du Québec au Manitoba et un dumping de pommes de terre du Manitoba en Ontario. On passe son temps à «dumper». On est en train de «dumper» toute la population du Canada, avec un pareil système de fous.

Il existe trop de viande de bœuf, de porc et de poulet. De quoi manque-t-on alors? De fonds nouveaux, de crédits nouveaux de l'honorable ministre des Finances ou de celui de l'Expansion économique régionale, mais non pour construire des usines nouvelles ou agrandir des usines pour produire davantage, car nous en avons déjà trop.

Que manque-t-il, monsieur l'Orateur? Il existe un manque de pouvoir d'achat par rapport à la production. Que suggèrent les créditistes? Nous serons bien précis dans nos propositions.

Premièrement, il faut utiliser la Banque du Canada—pas la banque de New York, mais la Banque du Canada—c'est-à-dire utiliser notre crédit, et non pas le crédit américain. Il faut établir une organisation économique interne au Canada, sans que cela nuise au commerce extérieur. Ce qui intéresse les Américains, ce n'est pas de savoir de quelle couleur est le dollar canadien ou le crédit canadien, mais bien de savoir ce qu'ils peuvent acheter chez nous pour un dollar canadien. Si nous offrons plus de produits pour un dollar, cela les intéresse-

ra à venir chez nous. Nos dollars ne circulent ni aux États-Unis ni en Suède ni en Angleterre. C'est tellement vrai que si nous allons dans les États du Sud des États-Unis et que nous montrons aux gens un dollar canadien, ils se demandent de qui est le portrait qui y figure. On se demande quel est cet argent-là, s'il provient du Mexique. Il ressemble à un peso mexicain. Même les pièces de 25c. ne sont pas acceptées par les machines à cigarettes, aux États-Unis.

Des solutions existent. Il ne s'agit pas de celles proposées par l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale qui a fait une déclaration en fin de semaine. Voici ce qu'on peut lire dans le journal *Le Droit* d'aujourd'hui, et je cite:

Marchand expose la politique fédérale

Mesures contre le chômage

Le ministre canadien de l'Expansion économique régionale, M. Jean Marchand, a déclaré, en fin de semaine, qu'il était «drôlement injuste» de prétendre qu'Ottawa ne fait rien pour combattre le chômage.

On fait quelque chose qui ne réussit pas, mais on fait quelque chose.

Préparant la parole dans le cadre de l'émission «Les affaires de l'État», au réseau français de Radio-Canada, M. Marchand a affirmé que depuis plus d'un an et demi, le gouvernement fédéral combat systématiquement le chômage au Canada.

Maintenant qu'on a combattu, le nombre de chômeurs a augmenté de 100,000 au mois de décembre. Selon le programme de M. Bourassa, premier ministre du Québec, on devait créer 100,000 emplois. Au lieu de cela, on a eu 100,000 renvois; ce n'est pas du tout ce qu'on avait préconisé. Et le ministre va à Québec pour leur dire: Ça s'en vient, il y a 18 mois qu'on travaille, les résultats s'en viennent. Mais pendant ce temps-là, on s'en va.

Pas de solution. On n'a pas d'argent.

L'honorable ministre déclare également, et je cite encore le journal *Le Droit*:

Il a dit que, depuis 18 mois, le gouvernement a «injecté au-delà de deux milliards de dollars dans l'économie».

Où? Dans quoi? A construire des usines pour fabriquer des produits que les gens n'ont pas les moyens d'acheter? A aider des gens qui étaient dans une situation financière précaire? On a fait cela. On a empêché les gens de «culbuter» parce que la production ne se vendait pas. Alors, on injecte dans l'économie des milliards qui ne permettent pas du tout au consommateur d'acheter les produits qui perpétueront la misère du consommateur, et qui maintiendront encore ces industries en exploitation pour 18 mois. Éventuellement, l'honorable ministre aura encore injecté deux milliards dans l'économie pour maintenir l'exploitation des industries, mais on oublie complètement le consommateur canadien. On n'y pense pas. On augmente les pensions de vieillesse de 42c. par mois!

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre disait également, et je cite:

Il y a eu une politique expansionniste de la fiscalité...

Demandons à l'honorable ministre des Finances s'il y a une politique expansionniste de la fiscalité. Dans quel domaine? Dans quel sens? A quelle place la fiscalité a-t-elle pris de l'ampleur? Les provinces sont toutes dans le désarroi, face à Ottawa, et elles blâment Ottawa, sans distinction, sur sa politique fiscale, qui les empêche de se développer. L'honorable ministre est au courant de cela.